

Expéditeur :

Laboratoires ILAPHARM SAS
24 rue Jean Duplessis
78150 LE CHESNAY

Date et lieu : _____

Envoi par courrier recommandé avec avis d'accusé de réception n° _____

Objet : Demande d'exercice des droits sur des données à caractère personnel

Madame, Monsieur,

Je souhaite exercer à l'encontre de votre société les droits qui me sont conférés par le Règlement européen n°2016-679 du 27 avril 2016 dit Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

Je suis informé(e) que

- votre société ne met en œuvre aucun traitement de données à caractère personnel comportant une décision automatisée, au sens de l'article 22 du RGPD ;
- votre société ne transfère pas de données à caractère personnel en-dehors de l'Union Européenne.

Je suis informé(e) que je peux exercer les droits suivants :

- 1) Droit d'accès aux données personnelles me concernant (RGPD art. 15) : je serai informé(e) soit que votre société ne détient pas de données à caractère personnel me concernant, soit que votre société détient des données à caractère personnel me concernant. Dans ce dernier cas, je recevrai :
 - Une copie des données d'état civil me concernant ;
 - Les finalités des traitements me concernant ;
 - Les destinataires des données me concernant ;
 - La durée de conservation des données me concernant ou à défaut les critères permettant de les déterminer ;
 - Si ces données n'ont pas été collectées auprès de moi directement, les informations disponibles sur leur source ;
- 2) Droit de rectification (RGPD art. 16) : si des données me concernant sont inexactes, je peux obtenir leur rectification. Si elles sont incomplètes, je peux en obtenir le complément. Pour l'exercice de ce droit, je fournis sur papier libre, en annexe à la présente demande, la description complète et précise des données que je souhaite rectifier ou compléter ;

- 3) Droit d'effacement (appelé également droit à l'oubli, RGPD art. 17) : ce droit me permet de demander à votre société d'effacer les données me concernant qu'elle stocke et traite. Je suis informé(e) que je peux exercer ce droit si l'un des cas suivants s'applique :
- Les données à caractère personnel me concernant ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées ;
 - Je retire le consentement sur lequel est fondé le traitement, conformément à l'article 6, paragraphe 1, point a) ou à l'article 9 paragraphe 2, point a) et il n'existe pas d'autre fondement juridique au traitement ;
 - Les données à caractère personnel me concernant ont fait l'objet d'un traitement illicite. Dans ce cas, je dois justifier auprès de votre société du caractère illicite du traitement effectué. Je suis informé que si la justification fournie n'est pas recevable, votre société est en droit de ne pas donner suite à ma demande ;
 - Les données à caractère personnel me concernant doivent être effacées pour respecter une obligation légale qui est prévue par le droit de l'Union ou par le droit français. Dans ce cas, je dois justifier auprès de votre société de la disposition invoquée à l'appui de ma demande et de son applicabilité à ma situation. Je suis informé que si la justification fournie n'est pas recevable, votre société est en droit de ne pas donner suite à ma demande ;
- 4) Droit à la portabilité des données (RGPD art. 20) : ce droit me permet de demander à votre société de me remettre une copie des données qu'elle détient me concernant ou, dans la mesure des possibilités techniques, de les transférer directement à un responsable de traitement de mon choix. Pour l'exercice de ce droit, je dois indiquer à votre société quelles données je souhaite recevoir ou transférer. Dans le cas d'un transfert, je dois également préciser toutes les informations permettant à votre société d'effectuer le transfert sans doute raisonnable concernant le destinataire du transfert.
- 5) Droit d'opposition (RGPD art. 21) : ce droit me permet de demander à votre société de stopper tout traitement de données à caractère personnel. Je suis informé que ce droit peut m'être refusé pour respecter les droits des tiers ou lorsque le respect des droits de votre société l'exige.

Je suis informé que parmi les motifs légitimes que votre société peut opposer à l'exercice de mes droits se trouvent notamment des motivations liées à (RGPD art. 23) :

- La protection des libertés d'autrui ;
- L'exécution des demandes de droit civil.

Si je suis mineur au jour de la demande, je suis informé que je dois faire ma demande par l'intermédiaire de mon responsable légal. Je devrai justifier de mon identité et de mon domicile. Mon responsable légal devra faire de même et justifier en outre de sa qualité de représentant légal.

Je suis informé des réclamations que je peux exercer contre votre société :

- Concernant les traitements de données à caractère personnel, auprès de :

Commission Nationale Informatique et Libertés

Site web : www.cnil.fr

Adresse (à la date du 25 mai 2018) :

3 place de Fontenoy, 75007 PARIS, tél : 01 53 73 22 22

- Concernant les arbitrages spécifiques à la branche d'activité de votre société, auprès du médiateur du e-commerce de la FEVAD :

Médiateur du e-commerce de la FEVAD

60 rue de la Boétie

75008 PARIS

Je reconnais être informé qu'avant de saisir le médiateur du e-commerce de la FEVAD, je dois prendre connaissance de la charte de la médiation du e-commerce de la FEVAD, ainsi que du mode d'emploi de saisine du médiateur, qui décrit notamment l'ensemble de informations à fournir pour que la réclamation soit recevable. Pour de plus amples informations, je peux consulter la page web <http://www.mediateurfevad.fr>.

Je suis également informé que pour l'exercice de mes droits, je dois fournir les documents listés ci-dessous. Je dois également régler d'avance les frais administratifs relatifs à ma demande. Je suis informé que tout dossier incomplet sera rejeté.

Considérant tout ce qui précède, je demande à exercer contre votre société les droits suivants :

- Droit d'accès aux données personnelles me concernant (RGPD art. 15). L'exercice de ce droit entraînera des frais administratifs de 25,00 € TTC ;
- Droit de rectification (RGPD art. 16). L'exercice de ce droit entraînera des frais administratifs de 30,00 € TTC ;
- Droit d'effacement (appelé également droit à l'oubli, RGPD art. 17). L'exercice de ce droit entraînera des frais administratifs de 50,00 € TTC ;
- Droit à la portabilité des données (RGPD art. 20). L'exercice de ce droit entraînera des frais administratifs de 30,00 € TTC ;
- Droit d'opposition (RGPD art. 21). L'exercice de ce droit entraînera des frais administratifs de 25,00 € TTC.

Pour chacune des cases cochées ci-dessous, additionnez le montant des frais TTC relatifs à l'exercice de chaque droit. Rédigez un chèque du montant total et joignez-le à votre envoi.

Attention, tout dossier incomplet sera rejeté.

Pièces à fournir à l'appui de votre demande :

- Pièce d'identité du demandeur ;
- Justificatif de domicile du demandeur ;
- Chèque en règlement des frais administratifs relatifs à la demande, libellé à l'ordre du Laboratoire ILAPHARM SAS. Attention, le chèque devra être émis par le demandeur ou son représentant légal, pour des questions de vérification de la personne du demandeur ;
- En cas de demande de rectification ou de complément de données à caractère personnel, joindre le descriptif soigneux, détaillé et complet des données à rectifier ou à compléter, accompagné le cas échéant des justificatifs nécessaires. Toute demande incomplète ou contradictoire sera rejetée.

Si le demandeur est mineur au moment de la demande, fournir en sus des pièces demandées ci-dessus les pièces suivantes :

- Pièce d'identité du représentant légal ;
- Justificatif de la qualité du représentant légal.

Veillez dater et signer votre demande.